

Le Web africain est-il mal parti ?

MBOUR, Sénégal.
Le télécentre
de cette ville

a été ouvert à grand fracas. Il s'agit de mettre le téléphone payant à la disposition des citoyens et, au passage, de gagner de l'argent. Bonne idée, mais voilà qu'au bout de quelques mois, ce centre est fermé... On ne peut pas payer les factures (trop chères) de consommation téléphonique.

Des cas de ce genre se comptent par milliers, et des pauvres restent pauvres, incapables de monter une petite entreprise pour gagner de l'argent en profitant des nouvelles technologies.

Hier, c'était le téléphone, aujourd'hui, c'est l'Internet... Tout le monde en parle et vante ses mérites pour le développement. Pour nous, une question se pose : l'Internet, va-t-il réussir là où d'autres moyens de communication ont échoué ? Peut-il contribuer au développement de l'Afrique ?

Difficile de répondre, quand on sait qu'avant l'Internet, les espoirs qui furent suscités en leur temps par d'autres moyens de communication sont restés insatisfaits. Ceci est d'autant plus surprenant sachant que les pays sous-développés sont toujours pauvres, et malgré le développement du téléphone, de la radio, de la télévision. Même le téléphone portable n'a pas fait de miracles, bien que son utilisation y soit courante et populaire. Ce qui laisse croire que la possession ou l'utilisation d'un moyen de communication performant n'est pas égale automatiquement à l'enrichissement qui ouvre la voie au développement économique.

L'Internet serait-il capable de réussir là où ses prédécesseurs ont échoué ?

Le Ngo-Net system¹ et l'ADI (African Development Initiative), pour ne citer que ces deux ONG, y croient fermement. D'après Ngo-Net system, l'information est un bien de première importance, un bien qui doit être accessible aux organisations des pays les plus démunis. C'est pourquoi, dans son action, cette ONG utilise l'Internet comme principal outil pour favoriser la coopération locale, régionale et internationale, l'échange d'informations entre le Nord et le Sud ainsi que la communication entre les ONG d'Afrique et les organisations du Nord.

Pour atteindre ces objectifs, le Ngo-Net system propose aux ONG d'Afrique de devenir gratuitement membres de son Net pour pouvoir bénéficier de la création de « Home Pages » gratuites, l'accès à des forums d'information sectoriels et régionaux et enfin la possibilité de publier en ligne (recherche, études, etc.). La possibilité de présenter en ligne des propositions de projets, l'accès à un centre de recrutement et, à terme, l'accès à un module de donations viennent couronner ces propositions.

De tels objectifs sont louables. Et, pourtant, qui peut avoir accès à ce système sans disposer d'un ordinateur et de l'électricité qui manque cruellement dans les villages africains? Le paysan, le citadin ou un groupe de quelques élus? Admettons que le paysan puisse avoir accès à ce système. Va-t-il pour autant suivre le cours de ses cacahuètes à la Bourse de Paris ou de Londres, placer ses actions en contrôlant la fluctuation du marché ou négocier les prix de sa marchandise par le Net?

1. <http://www.ngo-net.org>

Difficile à imaginer...

Que reste-t-il alors à l'Internet pour le développement du paysan et de son village? L'information, dit-on. Mais quelle information? La lutte contre la mondialisation et d'autres manifestations de ce genre, n'est-ce pas! Le paysan africain, coincé entre la famine et la récolte, a-t-il vraiment le temps et l'énergie à perdre dans ce genre de manifestations? Seul le Ngo-Net System pourrait nous éclairer là-dessus.

Quant à l'ADI, ses objectifs sont axés sur l'ouverture des centres informatiques dans les villes universitaires africaines en vue de faciliter l'accès à l'Internet et de familiariser la population scolaire et étudiante à l'utilisation des outils informatiques. Il s'agit d'augmenter les chances d'obtention d'emploi des étudiants de nos universités en leur offrant un cadre technique de haut niveau, propice à l'accomplissement des travaux pratiques exigés par le marché de l'emploi pendant leurs études.

Par Internet, l'ADI veut mettre les capacités des Africains de la diaspora, à travers l'organisation de cours, séminaires de recyclage, ateliers et enseignements à distance, à la disposition de la population locale.

De telles intentions sont d'autant plus louables que l'ADI compte ouvrir des locaux, y installer des ordinateurs et des logiciels dont la maîtrise est demandée sur le marché de l'emploi tant en Afrique qu'au niveau mondial. Mais quel marché de l'emploi? Où et dans quelle ville, et cela pour combien des personnes quand on voit le grand nombre des chômeurs qualifiés ou universitaires en Afrique?



Une voie africaine pour le développement ?

L'informatique et l'Internet peuvent-ils résoudre vraiment le problème du chômage en Afrique ? Il est vrai que le soubassement philosophique de l'ADI est intéressant : résoudre le problème du chômage par le recyclage des étudiants, travailleurs, chômeurs qualifiés et non qualifiés ou par l'offre à ces pauvres de la possibilité de communiquer en temps réel avec le monde entier. Un tel vœu restera pieux tant qu'il n'y aura personne pour investir en Afrique ou créer les entreprises capables d'embaucher largement.

Peut-on rêver d'un tel investissement en Afrique alors que les pays développés sont eux-mêmes actuellement en turbulence ? Peut-être ! Mais nul ne peut se faire des illusions ou les entretenir en montrant la prétendue réussite du Japon, de l'Australie ou de la Chine, telle que l'ADI le propose. Non, il est douteux que le développement d'un pays ne soit que le fruit de la possession des techniques perfectionnées. D'ailleurs, le développement de l'Europe ou de l'Amérique a-t-il attendu l'avènement de l'Internet pour prendre son essor ?

Pour nous, il n'y a pas de développement possible sans l'obéissance absolue aux lois que le développement se fixe lui-même. Or, quel que puisse être le domaine dans lequel il se manifeste, le développement devrait poursuivre un but précis : l'épanouissement ou l'accomplissement effectif de la vie, telle la croissance progressive d'un être vivant, grandissant et acquérant les aptitudes devant lui permettre d'atteindre l'objectif suprême de la vie : la reproduction.

Et où qu'il soit et quel qu'il soit, végétal ou animal, l'être vivant se développe en puisant son matériel nutritif dans un milieu environnant, utérin par exemple pour les embryons, aqueux pour les têtards, terrestre pour les graines, et ainsi de suite.

Quant à l'homme, du moins dans les sociétés traditionnelles, le processus du développement naturel n'est pas différent car, après la mère, l'enfant devenant adulte vit des produits de la cueillette ou de la chasse, de l'élevage ou de l'agriculture...

Et quand il construit son habitat, tisse ses habits ou fabrique ses outils, seul son

environnement lui offre la matière première. Depuis son ancêtre préhistorique, l'homme traditionnel profite toujours de son milieu naturel, et tout ce qu'il y a développé de plus grand, loin de jaillir spontanément de quelque cerveau, est toujours le résultat d'un processus d'évolution dans lequel tout commence très simplement, puis en ajoutant ceci ou en modifiant cela, « l'ensemble s'est fait de plus en plus complexe ». Ainsi, le partage familial de l'aliment s'est transformé en échange commercial de l'aliment, la pierre taillée se fait supplanter par le couteau, la houe, la pelle, etc.

De toute cette transformation prodigieuse, seule la partie visible de l'iceberg saute aux yeux du monde moderne. Le reste est inconnu, du moins ne s'enseigne plus. Et, pourtant, pour éviter l'égarerement, la perte de temps, l'homme

traditionnel, et ce depuis les temps préhistoriques, a établi un système d'éducation : la transmission du savoir de génération en génération.

C'est pourquoi, à moins d'être aveugle ou de mauvaise foi, nul ne peut affirmer que le développement ne part que des biens, de nouvelles technologies. Pour nous, il part plutôt des hommes, de leur morale, de leur éducation et de leur organisation.

Et la première tâche d'une politique de développement doit être le respect de ces trois facteurs et non les essais et erreurs de nouvelles technologies.

Victor Mfika

Biologiste moléculaire, impliqué dans des actions de développement au Sénégal. Webmestre de figus.plusloin.org

